

Plus de 115 millions d'euros pour l'hôpital en Vaucluse

SÉGUR DE LA SANTÉ En visite hier à Carpentras et Beaumes-de-Venise, Olivier Véran a dévoilé les montants consacrés à la revitalisation du système de santé dans le département

Loin de nous l'idée de penser que le bon docteur Véran ne trépigne pas de joie, au moment de déposer, au pied du sapin de l'hôpital, les moyens financiers qui devraient lui permettre de restaurer, au moins pour partie, une santé que l'on sait défaillante.

Reste qu'à quelques mois de l'élection que l'on sait, et sans faire du mauvais esprit, il est difficile de totalement s'empêcher de penser que la distribution de cadeaux financiers à laquelle se livre le ministre n'a rien à voir avec ladite échéance électorale.

Sept mois après avoir annoncé le montant d'investissement prévu pour la région dans le cadre du Ségur de la santé (soit un peu plus d'1,3 milliards d'euros) pour soutenir les établissements sanitaires et médico-sociaux, Olivier Véran était donc hier en Vaucluse pour dévoiler le détail des sommes attribuées à chacun des établissements qui profiteront de cette manne.

À Beaumes-de-Venise d'abord, où le ministre a tenu, en présence d'un autre médecin fameux dans la région, en l'occurrence Renaud Muselier, à découvrir une bien belle maison régionale pluriprofessionnelle de santé; puis à Carpentras, où, au pôle santé public-privé, il a notamment visité un plateau ambulatoire en passe d'être rénové.



À l'issue de la rencontre avec les hospitaliers et soignants du pôle santé de Carpentras, le ministre a détaillé les moyens alloués. /PHOTOS BRUNO SOULLIARD

core là, on dit aussi à la population: votre hôpital est là, et il est solide. Or, la population elle a justement peur que ses hôpitaux ne se rétractent et ferment. Elle a connu ça depuis 30 ans. Mais aujourd'hui, la donne a changé

Et bien sûr, au sortir de l'hôpital de Carpentras, devant une forêt de micros, il ne s'est pas fait prier pour vanter les mérites de son Ségur: "Quand vous dites à un hôpital que, non seulement, il ne va pas fermer, mais qu'on va le reconstruire, le moderniser, pour que, dans 50 ans, il soit en-

"On dit aussi à la population: votre hôpital est là, et il est solide."

Beaumes-de-Venise: "Là, ce sont trois médecins généralistes qui se sont installés parce qu'un maire a eu la conviction que s'il ne pre-

nait pas les devants et ne construisait pas cette maison pour regrouper ensemble des médecins, des infirmiers, des kinés, etc. et bien l'offre de santé se rarifierait sur son territoire. Il a réussi son pari, plus de douze professionnels se sont installés, la Région est venue en aide, mon ministère également et nous avons célébré cela avec Renaud Muselier".

Le président de Région justement. Lui aussi se réjouit de

cette collaboration qui permet à ce territoire, "où la densité de généralistes était trois fois inférieure à la moyenne régionale avant la construction de cette maison de santé", de sortir de cette impasse en forme de désert médical. "C'est ce que nous avons fait ici avec le maire, et l'ARS. Chacun a engagé un tiers de la somme (commune, Région et État, NDLR). Et voilà le résultat!"

Jacques BOUDON

Accompagner les projets, apurer la dette

Deux grands volets composent la stratégie régionale des investissements Ségur en Région Sud-Provence-Alpes Côte d'Azur: d'une part l'assainissement financier, d'autre part les projets susceptibles d'accompagnement.

En Vaucluse, pour ce qui est du premier volet, 42 420 000 € devraient au total être consentis pour permettre de capitaliser, investir ou apurer la dette, ou en tout cas restaurer les capacités financières des établissements.

À ce titre, le Centre hospitalier du Pays d'Apt recevra par exemple la somme de 1870 000 €, le Centre hospitalier Louis-Giorgi d'Orange 3 531 000 €, celui de Vaison-la-Romaine 820 000 € et celui d'Avignon 22 M€...

Pour ce qui est du volet "accompagnement financier de projets", pour l'instant plus de 73 M€ d'aide prévisionnelle sont prévus pour aider les Centres hospitaliers d'Avignon, de Montfavet, d'Orange et la clinique Synergia de Carpentras à mener à leur terme un certain nombre de chantiers. À cela, viendra se rajouter un certain nombre de montants qui restent encore à déterminer pour des projets concernant plusieurs Ehpad du département.

Les fêtes auront lieu dans le respect des consignes sanitaires

À quelques jours des fêtes de fin d'année, c'est la question qui trotte dans toutes les têtes: comment vont se passer les soirées en famille ou entre amis pour en terminer avec ce millésime 2021 qui, sur le plan sanitaire, ne restera, pas plus que son prédécesseur, une grande année. Cette question, elle est aussi dans celle d'Olivier Véran qui l'assure cependant: "Les familles fêteront Noël en famille". Pourvu, cependant, qu'elles respectent un certain nombre de consignes qu'elles sont censées connaître déjà, après presque deux ans de pandémie.

Et le ministre de la Santé, en bon médecin, de lister, avant toute chose, les risques qui pèsent à la fois sur le système hospitalier et sur les Français: un variant Delta qui est au sommet de sa forme, "mais un sommet très élevé"; une menace Omicron, certes contenue en France, mais qui, comme son prédécesseur Delta avant lui, "finira par envahir la planète et créer une vague dans la vague"; enfin la grippe ("contre laquelle nous ne

sommes pas immunisés parce qu'elle n'a pas circulé l'année dernière") qui peut causer des dégâts respiratoires majeurs.

Dans un contexte comme celui-ci, poursuit Olivier Véran, "Les Français n'ont pas attendu les recommandations gouvernementales pour savoir que le fait de se retrouver trente à table, serrés les uns contre les autres, assis à côté de gens non vaccinés, constitue une prise de risque majeure".

Alors, comme l'espère le ministre, s'ils sont aussi prudents qu'il le croit, ils se retrouveront lors "... de tablees moins fournies, en laissant de l'espace, en respectant les gestes barrières et les consignes de vaccination, en ayant fait des auto-tests". Voilà qui devrait leur permettre de minimiser la prise de risque, pour eux-mêmes et pour les autres. Les fêtes n'en seront que plus belles, et surtout les lendemains de fêtes que plus sereins.

Mais là où le ministre fait montre d'une extrême gravité, c'est lorsqu'on le questionne sur une actualité qui s'est révélée dramatique, après le dé-



La rencontre avec les élus du territoire engagés contre les déserts médicaux lors de la visite de la maison de santé pluriprofessionnelle de Beaumes-de-Venise.

cès d'une maladie qui avait menti sur son statut vaccinal. Il rappelle aussitôt qu'un professionnel de santé qui se se-

rait corrompu en fournissant un faux pass sanitaire à un patient aurait droit à un traitement relevant du pénal:

"Sur ce point je souhaite que la justice fasse son travail avec la plus grande sévérité".

Quant aux Français qui auraient pris, ou prendraient, le risque, "pour eux et pour les autres", de circuler avec un faux pass sanitaire, "et cela dans la durée", Olivier Véran rappelle que leur situation relève également du pénal.

En revanche, il dit vouloir faire montre d'un peu plus de tolérance pour ceux qui "avaient la trouille du vaccin, qui ont fait croire qu'ils étaient vaccinés, et qui sont même parfois enregistrés comme ayant été vaccinés", mais qui souhaiteraient désormais sortir de cette situation qui commence à être intenable.

"Bon, il faut être pragmatique. Pour ces personnes-là, on ne va pas appeler la police. On va faire table rase pour pouvoir les vacciner et les protéger". Et le ministre de conclure: "C'est l'intérêt sanitaire avant tout".

Mais attention, les fraudeurs invétérés doivent savoir à quoi ils s'exposent. Pour eux, l'addition pourrait être salée pour Noël.

J.Bn